

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 106. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.
De Regering kan een inwerkingtredingsdatum voor elke bepaling ervan vaststellen.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 22 november 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement 1170 (2018-2019) Nrs. 1, *1bis* tot 4.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 november 2018.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206245]

22 NOVEMBRE 2018. — Décret relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret règle en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° la cohésion sociale : l'ensemble des processus, individuels et collectifs qui contribuent à assurer à chacun l'égalité des chances et des conditions, l'équité et l'accès aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel, et qui visent à construire ensemble une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous;

2° le pouvoir local : la commune, le CPAS en cas d'application de l'article 5, alinéa 4, ou le pouvoir local désigné pour porter la mise en œuvre du plan dans le cadre d'une association de pouvoirs locaux visée à l'article 8;

3° le conseil : le conseil communal ou le conseil de l'action sociale selon que le plan est porté par la commune ou le CPAS;

4° le service : le service désigné par le Gouvernement chargé d'accompagner la mise en œuvre du plan, son évaluation et le contrôle du bon usage de la subvention;

5° l'ISADF : l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux, établi par l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique et rendant compte de l'accès de la population de chaque commune aux droits fondamentaux.

Art. 3. Le présent décret favorise la cohésion sociale et soutient les communes qui y œuvrent sur leur territoire au travers de la mise en œuvre d'un plan de cohésion sociale, dénommé dans le présent décret « le plan ».

CHAPITRE II. — *Objectifs du plan de cohésion sociale*

Art. 4. § 1^{er}. Le plan développé par un pouvoir local répond cumulativement aux objectifs suivants :

1° d'un point de vue individuel : réduire la précarité et les inégalités en favorisant l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux;

2° d'un point de vue collectif : contribuer à la construction d'une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous.

La coresponsabilité pour le bien-être de tous, visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est une attitude ou un sentiment partagé de responsabilité collective par rapport à tout objectif d'intérêt général.

§ 2. Pour atteindre les deux objectifs visés au paragraphe 1^{er}, le plan se décline en actions coordonnées relevant des matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française et visant à améliorer la situation de la population par rapport aux droits fondamentaux et la cohésion sociale.

§ 3. Les actions visées au paragraphe 2 visent à favoriser l'accès à un ou plusieurs des droits suivants répartis en 7 axes :

- 1° le droit au travail, à la formation, à l'apprentissage, à l'insertion sociale;
- 2° le droit au logement, à l'énergie, à l'eau, à un environnement sain et à un cadre de vie adapté;
- 3° le droit à la santé;
- 4° le droit à l'alimentation;
- 5° le droit à l'épanouissement culturel, social et familial;
- 6° le droit à la participation citoyenne et démocratique, aux technologies de l'information et de la communication;
- 7° le droit à la mobilité.

CHAPITRE III. — *Bénéficiaires de la subvention et mode de calcul*

Art. 5. § 1^{er}. Une subvention annuelle peut être accordée à chaque commune pour la réalisation d'un plan pour une programmation de six ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, chaque commune peut, par décision du conseil, déléguer au CPAS, pour toute la durée de la programmation, la réception de la subvention ainsi que l'organisation et la mise en œuvre du plan. Cette délégation doit, en outre, être formalisée par une convention conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement transmet un appel à candidatures à l'ensemble des communes pour le dépôt d'un plan, dès l'entrée en fonction des nouveaux conseils communaux.

Le pouvoir local transmet sa candidature, accompagnée de la délibération signée du collège communal, au plus tard le 20 décembre de l'avant-dernière année précédant le démarrage d'une programmation.

Lorsque le 20 décembre coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

A défaut de réponse, le pouvoir local est réputé ne pas faire acte de candidature. Les actes de candidature rentrés hors délai et/ou non formalisés par une délibération signée du collège communal sont irrecevables.

§ 3. Le Gouvernement communique l'appel à projets, le montant minimal de la subvention ainsi que l'ISADF aux communes qui ont fait acte de candidature au plus tard pour le 31 janvier de l'année qui précède le démarrage d'une programmation.

Lorsque le 31 janvier coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

Art. 6. La subvention au pouvoir local est composée :

- 1° d'une part de base, proportionnelle au nombre d'habitants de la commune;
- 2° d'une éventuelle part complémentaire à la part de base permettant à la part de base d'atteindre un seuil minimal;
- 3° d'une part modulée, déterminée en fonction du classement ISADF, pondéré par le nombre d'habitants de la commune;
- 4° d'un mécanisme garantissant, aux communes financées dans le dispositif précédent, une subvention globale s'élevant au minimum à 80 % du montant de la subvention précédente.

Art. 7. Le Gouvernement fixe le mode de calcul de la part de base et de la part modulée, visées à l'article 6, 1° et 3°, ainsi que le seuil minimal visé à l'article 6, 2°.

Art. 8. Le pouvoir local peut mettre en œuvre un plan introduit dans le cadre d'une association de pouvoirs locaux, formalisée par une convention conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

Art. 9. Le montant de la subvention annuelle globale non attribué, en cas de retrait ou de non-approbation de plans, est réparti entre les pouvoirs locaux dont le plan est approuvé, au prorata du mode de calcul défini en application de l'article 7.

Art. 10. L'intervention financière du pouvoir local est équivalente au minimum à un quart du montant de la subvention perçue.

En cas d'association de pouvoirs locaux, l'intervention financière de chaque pouvoir local est équivalente au minimum à un quart du montant de la subvention perçue par celui-ci.

Art. 11. La première programmation prend cours au 1^{er} janvier 2020 et se termine au 31 décembre 2025.

CHAPITRE IV. — *Élaboration, transmission et approbation du plan*

Art. 12. Le pouvoir local élabore un plan, dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement.

Ce plan est élaboré :

- 1° au regard de l'ISADF;
- 2° en cohérence avec le programme stratégique transversal visé à l'article L1123-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le plan peut être élaboré au regard d'un diagnostic de cohésion sociale.

Le diagnostic de cohésion sociale est un état des lieux de l'ensemble des initiatives publiques ou privées déjà mises en œuvre sur le territoire communal et identifiant les attentes de la population et les manques à satisfaire en termes de population, quartiers, infrastructures en regard des objectifs visés à l'article 4 et en cohérence avec l'ISADF.

Art. 13. Le pouvoir local soumet, pour avis, le projet de plan au comité de concertation commune-CPAS visé à l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, avant son adoption par le conseil.

Art. 14. § 1^{er}. Le pouvoir local transmet son plan, accompagné de la délibération signée du conseil portant approbation du plan au service, au plus tard le premier juin de l'année précédant le démarrage d'une programmation. Le Gouvernement définit les modalités de transmission.

A défaut de transmission d'un plan, le pouvoir local est réputé renoncer à sa subvention. Les plans rentrés hors délai ou non accompagnés de leurs annexes sont irrecevables.

Lorsque le premier juin coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

§ 2. En cas de décision du conseil communal déléguant la gestion du plan au CPAS en application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, une copie de la convention formalisant cette délégation et une copie de la délibération signée du conseil actant cette décision sont annexées au plan communal de cohésion sociale.

§ 3. En cas d'association de pouvoirs locaux en application de l'article 8, une copie de la convention formalisant cette association est annexée au plan, accompagnée des délibérations signées portant approbation du plan commun par les conseils des pouvoirs locaux concernés par l'association.

Art. 15. Le Gouvernement approuve le plan s'il est conforme aux dispositions du présent décret, à toute autre disposition légale et ne blesse pas l'intérêt général.

Le Gouvernement notifie sa décision au plus tard le premier septembre de l'année précédant le démarrage d'une programmation.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa 2, le plan est réputé approuvé.

Lorsque le premier septembre coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. En cas de refus d'approbation, le pouvoir local peut soumettre au Gouvernement un plan rectifié, accompagné de la délibération signée du conseil, au plus tard pour le deux novembre de l'année précédant le démarrage d'une programmation. Lorsque le 2 novembre coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

En cas d'association de pouvoirs locaux en application de l'article 8, le plan rectifié doit être accompagné des délibérations signées portant approbation du plan commun rectifié par les conseils des pouvoirs locaux concernés par l'association.

Les plans rectifiés rentrés hors délai ou non accompagnés de leurs annexes sont irrecevables.

Le Gouvernement notifie sa décision au plus tard le premier décembre de l'année précédant le démarrage d'une programmation. A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans le délai qui lui est imparti, le plan rectifié est réputé approuvé.

Lorsque le premier décembre coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

CHAPITRE V. — *Financement et dépenses*

Art. 17. La subvention annuelle est versée au pouvoir local conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

Art. 18. La première année de la programmation visée à l'article 11, le montant de base de la subvention est fixé à 21.060.468,66 euros.

Compte tenu des crédits disponibles, le Gouvernement peut annuellement indexer le montant de la subvention à dater de la deuxième année d'une programmation. Le Gouvernement fixe les modalités de cette éventuelle indexation.

Art. 19. Les dépenses admissibles, en vue de la poursuite des objectifs définis à l'article 4, au titre de la subvention sont :

1° les frais de personnel : ils concernent le chef de projet et les agents engagés de manière spécifique pour la réalisation des actions du plan ou spécialement détachés à cette fin et remplacés dans leur emploi;

2° les frais de fonctionnement : il s'agit des dépenses directement liées à la réalisation du plan. Il s'agit, notamment, des frais de téléphone, de port et d'envoi, de location de salle, d'entretien et charges, de bouche, de déplacement, d'utilisation du véhicule affecté au plan, d'animation, d'assurance, de documentation, de secrétariat, de consultance et de formation. Si les frais ne peuvent être individualisés, ils sont pondérés dans un rapport entre le personnel affecté à l'action et le personnel concerné par la dépense réalisée. Les frais de déplacement sont calculés en fonction du barème utilisé au sein du pouvoir local bénéficiaire;

3° les frais d'investissement : il s'agit des dépenses liées à des rénovations légères des locaux affectés au plan; à l'achat de fournitures nécessaires au bon fonctionnement du plan et à l'acquisition de matériel durable et amortissable;

4° les frais de subvention aux institutions et associations avec lesquels le pouvoir local a conclu une convention de partenariat en application de l'article 22 : les frais visant la mise en œuvre d'une action directement liée au plan;

5° toute autre dépense déterminée par le Gouvernement.

Art. 20. Le Gouvernement peut octroyer au pouvoir local des moyens supplémentaires pour soutenir des actions menées dans le cadre du plan par des associations partenaires répondant à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives à l'octroi des moyens supplémentaires visés à l'alinéa 1^{er}. Ces moyens supplémentaires ne sont pas concernés par le calcul visé au chapitre 3.

CHAPITRE VI. — *Mise en œuvre et modification du plan*

Art. 21. Le pouvoir local désigne un chef de projet du plan et fixe son temps de travail.

Le chef de projet consacre au minimum un mi-temps à la réalisation de ses missions.

Le Gouvernement détermine ses qualifications et ses missions.

Art. 22. Pour la mise en œuvre de son plan, le pouvoir local conclut prioritairement des partenariats avec toute institution ou association concernée par la mise en œuvre effective d'une action du plan, afin de renforcer les synergies et les économies d'échelle au niveau local.

Dans le cadre d'un partenariat, seules les actions relevant des compétences de la Région wallonne et celles dont l'exercice a été transféré de la Communauté française sont subsidiées.

Le Gouvernement fixe les modalités des partenariats visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 23. § 1^{er}. Le pouvoir local réunit une commission d'accompagnement, dénommée ci-après la « commission » chargée de :

- 1° l'échange des informations entre les différents partenaires du plan;
- 2° l'impulsion d'une réflexion sur le développement et l'amélioration du plan;
- 3° le suivi de la réalisation des actions du plan;
- 4° l'examen de l'évaluation du plan.

§ 2. La commission est composée de représentants de la commune, du CPAS, du chef de projet, des différentes associations ou institutions, avec lesquelles un partenariat est noué conformément aux articles 20, alinéa 1^{er}, et 22, alinéa 1^{er}.

Un représentant de chaque groupe politique, respectant les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution, non représenté dans le pacte de majorité, est invité à titre d'observateur.

Un représentant du pouvoir local désigné par le conseil préside la commission.

Un représentant du service est invité à la commission.

Le pouvoir local peut également intégrer ou inviter tout autre représentant d'institution ou association concerné et le cas échéant, d'autres personnes engagées pour assurer, sous la coordination du chef de projet, la mise en œuvre du plan.

§ 3. La commission se réunit cinq fois au moins sur l'ensemble de la programmation, dont une fois au moins au cours du premier semestre de la première année, pour le lancement du plan et une fois au moins au cours du premier semestre de l'avant-dernière année de la programmation, afin de préparer le rapport d'évaluation de l'ensemble du plan, prévu à l'article 28.

§ 4. En cas d'association de pouvoirs locaux visée à l'article 8, la commission est réunie à l'initiative du pouvoir local qui pilote le plan et présidée par le représentant de celui-ci. Chaque pouvoir local associé y est représenté.

Art. 24. En cours de programmation, le pouvoir local peut introduire auprès du Gouvernement une demande motivée de modification de son plan. Les modalités du processus de modification, en ce compris l'approbation des modifications, sont déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Accompagnement et contrôle*

Art. 25. Le service accompagne le pouvoir local. Cet accompagnement est obligatoire pour la conception du plan et est facultatif pour la mise en œuvre, la modification et l'évaluation du plan.

Art. 26. Le service contrôle le bon usage de la subvention perçue à toutes les étapes de la mise en œuvre du plan. Le Gouvernement arrête les modalités de ce contrôle.

CHAPITRE VIII. — *Rapports d'activités et d'évaluation*

Art. 27. Le pouvoir local rédige dès la deuxième année de la programmation les rapports d'activités et financier(s) annuels, sur la base du modèle fourni par le service. Ces rapports sont soumis pour approbation au Conseil et transmis au service au plus tard le 31 mars de chaque année, sauf dérogation, dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement.

La première année de la programmation, seul le rapport financier est établi par les pouvoirs locaux qui disposaient d'un plan la programmation précédente et transmis selon les modalités de l'alinéa 1^{er}.

Les deux dernières années de la programmation, seul le(s) rapport(s) financier(s) est (sont) établi(s) et transmis selon les modalités de l'alinéa 1^{er}.

En cas d'association de communes, les rapports sont approuvés par les conseils concernés par l'association.

Un rapport d'activités global est transmis au Gouvernement pour le 30 septembre de chaque année, à l'exception de la première et des deux dernières années de la programmation.

Art. 28. § 1^{er}. L'avant-dernière année de la programmation, le pouvoir local réalise une évaluation de son plan et rédige un rapport d'évaluation combinant les volets quantitatif et qualitatif, sur la base du modèle fourni par le service. Ce rapport est approuvé par le conseil et transmis au service, au plus tard le 30 juin de cette même année.

En cas d'association de communes, les évaluations sont approuvées par les conseils concernés par l'association.

§ 2. Un rapport d'évaluation global est transmis au Gouvernement. Ce dernier fixe les modalités de cette transmission.

Le Gouvernement transmet ce rapport d'évaluation au Parlement au plus tard le 30 juin de la dernière année de la programmation.

Lorsque le 30 juin coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

CHAPITRE IX. — *Sanctions*

Art. 29. § 1^{er}. La conformité du plan par rapport au présent décret et à ses arrêtés d'exécution fait l'objet d'une vérification au cours du second semestre de la 3^{ème} année de la programmation. Le Gouvernement arrête les modalités de cette vérification.

§ 2. Les manquements avérés, non dûment justifiés, ou récurrents feront l'objet du régime de sanction suivant, applicable à la subvention de l'année concernée par la vérification :

- la non-désignation du chef de projet : - 20 %;
- le non-respect de son temps de travail et de ses qualifications : - 10 %;
- la non-tenu de la commission d'accompagnement, sa composition conforme et sa présidence : - 5 %;
- la non-remise des rapports d'activités et financiers dans les délais : - 5 %;
- la non-conformité des actions menées par rapport aux objectifs définis dans le plan approuvé : - 10 %;
- la non-remise dans le délai du rapport d'évaluation la cinquième année de la programmation : - 20 % .

La sanction financière s'appliquera au solde de la subvention de l'exercice concerné par la vérification ou entraînera une récupération sur la première tranche de la subvention de cette même année.

Les manquements récurrents donneront lieu à une sanction doublée lors de chaque nouveau constat.

§ 3. S'il s'avère que tout ou partie de la subvention a été détourné de sa finalité, le pouvoir local s'expose à devoir rembourser la subvention perçue correspondant à l'année où le détournement est constaté, à concurrence du montant détourné majoré d'une pénalité correspondant à 20 % de la subvention perçue cette même année. En cas de dol manifeste, le pouvoir local peut être exclu du bénéfice de la subvention annuelle jusqu'au terme de la programmation pendant laquelle le dol est constaté. Le Gouvernement arrête les modalités de la procédure applicable en cas de constat de détournement ou de dol.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 30. Le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 3 à 5, 11 à 21, 23 à 32, du décret visé à l'alinéa 1^{er}, restent d'application jusqu'au 31 décembre 2019 aux plans en cours.

Art. 31. Le décret du 4 mai 2017 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française est abrogé.

Art. 32. Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1^o les articles 1^{er} à 4, 6 à 16, et 23 et 25 du présent décret entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2019;

2^o les articles 17 à 22, 24, et 26 à 29 du présent décret entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 novembre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1198 (2018-2019) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 novembre 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206245]

22 NOVEMBER 2018. — Decreet betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° maatschappelijke cohesie : de processen als geheel, zowel individueel als collectief, die bijdragen tot het garanderen van gelijke kansen en voorwaarden, gelijkheid en toegang tot de grondrechten en het economisch, maatschappelijk en cultureel welzijn voor iedereen, en die als doel hebben samen een solidaire maatschappij op te bouwen waar allen onderling verantwoordelijk zijn voor eenieders welzijn;

2° lokale overheid : de gemeente, het OCMW in geval van toepassing van artikel 5, lid 4, of de lokale overheid die aangewezen is om het plan in het kader van een vereniging van lokale overheden als bedoeld in artikel 8 uit te voeren;

3° raad : de gemeenteraad of de raad voor maatschappelijk welzijn, naargelang het plan door de gemeente of het OCMW gedragen wordt;

4° dienst : de dienst aangewezen door de Regering, die de uitvoering van het plan, de evaluatie ervan en het toezicht op het correcte gebruik van de subsidiëring moet begeleiden;

5° ISADF : de synthetische indicator voor de toegang tot de grondrechten, bepaald door het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectief Onderzoek en Statistiek, « IWEPS »), waarmee de toegang van de bevolking van elke gemeente tot de grondrechten weergegeven wordt.

Art. 3. Dit decreet bevordert de maatschappelijke cohesie en ondersteunt de gemeenten die daartoe op hun grondgebied bijdragen door de uitvoering van een plan voor maatschappelijke cohesie, in dit decreet « het plan » genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen van het plan voor maatschappelijke cohesie*

Art. 4. § 1. Het plan ontwikkeld door een lokale overheid voldoet op cumulatieve wijze aan de volgende doelstellingen :

1° vanuit een individueel perspectief : kansarmoede en ongelijkheden verminderen door het bevorderen van een effectieve toegang van iedereen tot de grondrechten;

2° vanuit collectief oogpunt : aan de opbouw van een solidaire maatschappij bijdragen waar allen onderling verantwoordelijk zijn voor eenieders welzijn.

De medeverantwoordelijkheid voor eenieders welzijn, als bedoeld in lid 1, 2°, is een houding of een gedeeld gevoel van collectieve verantwoordelijkheid ten opzichte van elke doelstelling van algemeen belang.

§ 2. Om beide doelstellingen bedoeld in paragraaf 1 te bereiken houdt het plan gecoördineerde acties in met betrekking tot de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap overgedragen is, om de toestand van de bevolking in verband met grondrechten en de maatschappelijke cohesie te verbeteren.

§ 3. De acties bedoeld in paragraaf 2 hebben als doel de toegang tot één of meerdere van de volgende rechten te bevorderen, verdeeld in 7 pijlers :

1° het recht op werk, opleiding, scholing, sociale insluiting;

2° het recht op huisvesting, energie, water, een gezond leefmilieu en een geschikte leefomgeving;

3° het recht op gezondheid;

4° het recht op voedsel;

5° het recht op culturele, sociale en familiale ontplooiing;

6° het recht op inspraak en democratische participatie, en op de informatie - en communicatietechnologieën;

7° het recht op mobiliteit.

HOOFDSTUK III. — *Begunstigden van de subsidie en berekeningsmethode*

Art. 5. § 1. Een jaarlijkse subsidie kan aan elke gemeente verleend worden voor de verwezenlijking van een plan voor een programmering van zes jaar.

In afwijking van het eerste lid, kan elke gemeente, na besluit van de raad, de ontvangst van de subsidie alsook de organisatie en uitvoering van het plan voor de ganse duur van de programmering aan het OCMW overdragen. Deze delegatie moet daarnaast geformaliseerd worden door middel van een overeenkomst in overeenstemming met de door de Regering bepaalde nadere bepalingen.

§ 2. De Regering maakt een oproep tot de kandidaten aan alle gemeenten over voor het indienen van een plan, zodra de nieuwe gemeenteraden in dienst treden.

De lokale overheid dient haar kandidatuur, vergezeld van de door het gemeentecollege ondertekende beraadslaging, in uiterlijk op 20 december van het voorlaatste jaar voorafgaand aan de start van een programmering.

Wanneer 20 december samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

Bij het uitblijven van een antwoord wordt de lokale overheid geacht zich geen kandidaat te stellen. Kandidaturen die buiten de voorgeschreven termijnen ingediend worden en/of niet door een door het gemeentecollege ondertekende beraadslaging geformaliseerd worden, zijn onontvankelijk.

§ 3. De Regering deelt de oproep tot het indienen van projecten, het minimumbedrag van de subsidie alsook de « ISADF » mee aan de gemeenten die hun kandidatuur uiterlijk op 31 januari van het jaar voorafgaand aan de start van een programmering ingediend hebben.

Wanneer 31 januari samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

Art. 6. De subsidie aan de lokale overheid bestaat uit :

1° een basisdeel in verhouding tot het aantal inwoners van de gemeente;

2° een eventueel aanvullend deel bovenop het basisdeel, waardoor het basisdeel een minimumdrempel kan bereiken;

3° een veranderlijk deel, bepaald volgens de « ISADF »-rangschiikking, gewogen op basis van het aantal inwoners van de gemeente;

4° een mechanisme dat een globale subsidie van minstens 80 % van het bedrag van de vorige subsidie garandeert aan de gemeenten die in het kader van de vorige regeling gefinancierd waren.

Art. 7. De Regering bepaalt de berekeningsmethode van het basisdeel en het veranderlijk deel, bedoeld in artikel 6, 1° en 3°, alsook de minimumdrempel bedoeld in artikel 6, 2°.

Art. 8. De lokale overheid kan een plan uitvoeren dat in het kader van een vereniging van lokale overheden ingediend is, geformaliseerd door middel van een overeenkomst overeenkomstig de door de Regering bepaalde nadere bepalingen.

Art. 9. Het bedrag van de globale jaarlijkse subsidie dat niet toegewezen is, wordt, in geval van intrekking of niet-goedkeuring van plannen, verdeeld over de lokale overheden waarvan het plan goedgekeurd is, naar rato van de krachtens artikel 7 bepaalde berekeningsmethode.

Art. 10. De financiële tussenkomst van de lokale overheid is minstens gelijk aan een kwart van het bedrag van de ontvangen subsidie.

In het geval van een vereniging van lokale overheden is de financiële tussenkomst van elke lokale overheid minstens gelijk aan een kwart van het bedrag van de subsidie ontvangen door die overheid.

Art. 11. De eerste programmeringsperiode begint op 1 januari 2020 en eindigt op 31 december 2025.

HOOFDSTUK IV. — *Uitwerking, overmaking en goedkeuring van het plan*

Art. 12. De lokale overheid werkt een plan uit, waarvan de nadere bepalingen door de Regering vastgesteld worden.

Dit plan wordt uitgewerkt :

1° ten opzichte van de « ISADF »;

2° in samenhang met het beleidsoverkoepelend strategisch plan als bedoeld in artikel L1123-27 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

Het plan kan in het licht van een diagnose van maatschappelijke cohesie uitgewerkt worden.

De diagnose van maatschappelijke cohesie is een stand van zaken wat betreft het geheel van openbare of private initiatieven die reeds op het grondgebied van de gemeente uitgevoerd zijn, en die de verwachtingen van de bevolking en de gebreken die ingevuld moeten worden in termen van bevolkingsgroepen, wijken, infrastructuren met betrekking tot de in artikel 4 bedoelde doelstellingen en in samenhang met de « ISADF » identificeert.

Art. 13. De lokale overheid dient het ontwerp-plan voor advies in aan het overlegcomité tussen gemeente en OCMW als bedoeld in artikel 26, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vóór de aanneming ervan door de raad.

Art. 14. § 1.

De lokale overheid maakt haar plan aan de dienst over, vergezeld van de door de raad ondertekende beraadslaging die het plan goedkeurt, uiterlijk op 1 juni van het jaar voorafgaand aan de start van de programmering.

De nadere regels van de overmaking worden door de Regering bepaald.

Indien er geen plan overgemaakt wordt, wordt de lokale overheid geacht afstand te doen van haar subsidie. Plannen die buiten de voorgeschreven termijnen ingediend worden of die niet vergezeld gaan van hun bijlagen, zijn onontvankelijk.

Wanneer 1 juni samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

§ 2. In geval van een beslissing van de gemeenteraad waarbij het beheer van het plan overeenkomstig artikel 5, § 1, lid 2, aan het OCMW gedelegeerd wordt, worden een afschrift van de overeenkomst waarbij deze delegatie geformaliseerd wordt en een afschrift van de ondertekende beraadslaging van de raad waarin deze beslissing bevestigd wordt, aan het gemeentelijk plan voor maatschappelijke cohesie gevoegd.

§ 3. In het geval van een vereniging van lokale overheden overeenkomstig artikel 8 wordt een afschrift van de overeenkomst die deze vereniging formaliseert bij het plan gevoegd, vergezeld van de ondertekende beraadslagingen tot goedkeuring van het gezamenlijke plan door de raden van de lokale overheden die bij de vereniging betrokken zijn.

Art. 15. De Regering keurt het plan goed indien het in overeenstemming is met de bepalingen van dit decreet en met elke andere wettelijke bepaling en het algemeen belang niet schaadt.

De Regering maakt haar beslissing uiterlijk op de eerste september van het jaar voorafgaand aan de start van een programmering bekend.

Indien de Regering haar beslissing buiten de termijn bedoeld in lid 2 bekendmaakt, wordt het plan goedgekeurd geacht.

Wanneer de eerste september samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

Art. 16. Indien de goedkeuring geweigerd wordt kan de lokale overheid een rechtzettingsplan aan de Regering voorleggen, samen met de door de raad ondertekende beraadslaging, uiterlijk op de tweede november van het jaar voorafgaand aan de start van een programmering. Wanneer de tweede november samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

In het geval van een vereniging van lokale overheden overeenkomstig artikel 8, moet het gewijzigd plan vergezeld gaan van de ondertekende beraadslagingen tot goedkeuring van het gezamenlijk plan dat gewijzigd is door de raden van de lokale overheden die bij de vereniging betrokken zijn.

De gewijzigde plannen die buiten de voorgeschreven termijnen of zonder hun bijlagen ingediend worden, zijn onontvankelijk.

De Regering maakt haar beslissing uiterlijk op de eerste december van het jaar voorafgaand aan de start van een programmering bekend. Indien de Regering haar beslissing niet binnen de voorgeschreven termijn bekendmaakt, wordt het gewijzigd plan goedgekeurd geacht.

Wanneer de eerste december samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

HOOFDSTUK V. — *Financiering en uitgaven*

Art. 17. De jaarlijkse subsidie wordt aan de lokale overheid overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering gestort.

Art. 18. In het eerste jaar van de in artikel 11 bedoelde programmering bedraagt het basisbedrag van de subsidie 21.060.468,66 euro.

Rekening houdend met de beschikbare kredieten kan de Regering jaarlijks het bedrag van de subsidie vanaf het tweede jaar van een programmering indexeren. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze eventuele indexering.

Art. 19. De in aanmerking komende uitgaven, met het oog op het nastreven van de doelstellingen omschreven als subsidiëring in artikel 4, zijn de volgende :

1° personeelskosten : zij hebben betrekking op de projectleider en de personeelsleden die specifiek in dienst genomen worden voor de uitvoering van de acties van het plan of die speciaal daartoe gedetacheerd worden en in hun betrekking vervangen worden;

2° werkingskosten : de uitgaven die rechtstreeks verbonden zijn aan de uitvoering van het plan. Het gaat met name om kosten met betrekking tot de telefoon, post en verzending, zaalhuur, onderhoud en lasten, catering, reis, gebruik van het aan het plan toegewezen voertuig, entertainment, verzekering, documentatie, secretariaat, consultancy en opleiding. Wanneer de kosten niet duidelijk aangegeven kunnen worden, worden ze gewogen in een verhouding tussen het personeel dat voor de actie bestemd is en het personeel dat bij de uitgevoerde uitgave betrokken is. De reiskosten worden berekend in functie van de schaal gebruikt binnen de lokale begunstigde overheid;

3° investeringskosten : de uitgaven in verband met kleine renovaties van de aan het plan toegewezen lokalen; met de aankoop van bevoorradingsmiddelen die nodig zijn voor de goede werking van het plan en met de verwerving van duurzaam en afschrijfbaar materiaal;

4° kosten in verband met de subsidiëring van instellingen en verenigingen waarmee de lokale overheid een partnerschapsovereenkomst overeenkomstig artikel 22 gesloten heeft : kosten met het oog op de uitvoering van een actie die rechtstreeks met het plan verbonden is;

5° alle andere uitgaven bepaald door de Regering.

Art. 20. De Regering kan de lokale overheid bijkomende middelen toekennen ter ondersteuning van acties die in het kader van het plan door partnersverenigingen uitgevoerd worden, die aan de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen voldoen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toekenning van de in lid 1 bedoelde bijkomende middelen. De in hoofdstuk 3 bedoelde berekening betreft deze bijkomende middelen niet.

HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering en wijziging van het plan*

Art. 21. De lokale overheid wijst een projectleider van het plan aan en bepaalt zijn arbeidstijd.

De projectleider besteedt minstens een halftijdse betrekking aan de verwezenlijking van zijn opdrachten.

De Regering bepaalt zijn kwalificaties en opdrachten.

Art. 22. Voor de uitvoering van haar plan sluit de lokale overheid bij voorrang partnerschappen met elke instelling of vereniging die bij de daadwerkelijke uitvoering van een actie van het plan betrokken is, om de synergieën en schaalvoordelen op lokaal niveau te versterken.

In het kader van een partnerschap worden enkel de acties die onder de bevoegdheden van het Waals Gewest vallen en die waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap overgedragen is, gesubsidieerd.

De Regering bepaalt de nadere regels van de in lid 1 bedoelde partnerschappen.

Art. 23. § 1. De lokale overheid roept een begeleidingscommissie bijeen, hierna de "commissie" genoemd, die verantwoordelijk is voor :

1° de uitwisseling van informatie tussen de verschillende partners van het plan;

2° de aanzet tot nadenken over de ontwikkeling en verbetering van het plan;

3° de opvolging van de uitvoering van de acties van het plan;

4° het onderzoek van de evaluatie van het plan.

§ 2. De commissie is samengesteld uit vertegenwoordigers van de gemeente, het OCMW, de projectleider, de verschillende verenigingen of instellingen waarmee een partnerschap overeenkomstig artikelen 20, lid 1, en 22, lid 1, gesloten is.

Een vertegenwoordiger van elke politieke fractie die de democratische beginselen naleven die met name vermeld zijn in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, evenals de rechten en de vrijheden gewaarborgd door de Grondwet, die niet in het meerderheidspact vertegenwoordigd wordt, wordt als waarnemer uitgenodigd.

Een vertegenwoordiger van de lokale overheid die door de raad aangewezen is, zit de commissie voor.

Een vertegenwoordiger van de dienst wordt bij de commissie uitgenodigd.

De lokale overheid kan ook elke andere betrokken vertegenwoordiger van een instelling of vereniging en, in voorkomend geval, andere personen die in dienst genomen zijn, integreren of uitnodigen, om het plan onder coördinatie van de projectleider uit te voeren.

§ 3. De commissie komt gedurende de hele programmeringsperiode tenminste vijfmaal bijeen, waarvan tenminste eenmaal in het eerste semester van het eerste jaar, voor het opstarten van het plan en tenminste eenmaal in het eerste semester van het voorlaatste jaar van de programmeringsperiode, om het in artikel 28 bedoelde evaluatieverslag van het gehele plan voor te bereiden.

§ 4. In het geval van een vereniging van lokale overheden als bedoeld in artikel 8, wordt de commissie bijeengeroepen op initiatief van de lokale overheid die het plan leidt en wordt door diens vertegenwoordiger voorgezeten. Iedere lokale overheid wordt daarin vertegenwoordigd.

Art. 24. In de loop van de programmering kan de lokale overheid een met redenen omkleed verzoek bij de Regering indienen om haar plan te wijzigen. De nadere regels van het wijzigingsproces, met inbegrip van de goedkeuring van de wijzigingen, worden door de Regering bepaald.

HOOFDSTUK VII. — *Begeleiding en toezicht*

Art. 25. De dienst begeleidt de lokale overheid. Deze begeleiding is verplicht voor het ontwerp van het plan en is optioneel voor de uitvoering, wijziging en evaluatie daarvan.

Art. 26. De dienst houdt toezicht op het correcte gebruik van de ontvangen subsidie in alle stadia van de uitvoering van het plan. De Regering bepaalt de nadere regels voor dit toezicht.

HOOFDSTUK VIII. — *Activiteiten- en evaluatieverslag*

Art. 27. Vanaf het tweede jaar van de programmering stelt de lokale overheid jaarlijkse activiteitenverslagen en financiële verslagen op, gebaseerd op het model verstrekt door de dienst. Deze verslagen worden bij de raad ter goedkeuring voorgelegd en behoudens afwijking, waarvan de nadere regels door de Regering bepaald worden, uiterlijk op 31 maart van elk jaar aan de dienst overgemaakt.

In het eerste jaar van de programmering wordt enkel het financiële verslag opgesteld door de lokale overheden die over een plan van de vorige programmering beschikken en wordt krachtens de modaliteiten van lid 1 overgemaakt.

Tijdens de laatste twee jaar van de programmering wordt (worden) enkel het (de) financiële verslag(en) opgesteld en krachtens de modaliteiten in lid 1 overgemaakt.

In het geval van vereniging van gemeenten worden de verslagen goedgekeurd door de raden die bij de vereniging betrokken zijn.

Uiterlijk op 30 september van elk jaar wordt een globaal activiteitenverslag aan de Regering overgemaakt, met uitzondering van het eerste en van de laatste twee jaar van de programmering.

Art. 28. § 1. In het voorlaatste jaar van de programmering evalueert de lokale overheid haar plan en stelt een evaluatieverslag op waarin kwantitatieve zowel als kwalitatieve aspecten beoordeeld worden, op basis van het model verleend door de dienst. Dit verslag wordt door de raad goedgekeurd en uiterlijk op 30 juni van hetzelfde jaar aan de dienst overgemaakt.

In het geval van vereniging van gemeenten worden de evaluaties goedgekeurd door de raden die bij de vereniging betrokken zijn.

§ 2. Een globaal evaluatieverslag wordt aan de Regering overgemaakt. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze overmaking.

De Regering maakt dit evaluatieverslag uiterlijk op 30 juni van het laatste jaar van de programmering aan het Parlement over.

Wanneer 30 juni samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn van rechtswege verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

HOOFDSTUK IX. — *Sancties*

Art. 29. § 1. In het tweede semester van het derde jaar van de programmeringsperiode wordt nagegaan of het plan in overeenstemming is met dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. De Regering bepaalt de nadere regels voor dit toezicht.

§ 2. Voor bewezen tekortkomingen, die niet behoorlijk gerechtvaardigd zijn, of die herhaald zijn, geldt de volgende sanctieregeling, van toepassing op de subsidiëring van het jaar waarop de verificatie betrekking heeft :

- de niet-aanwijzing van de projectleider : - 20 %;
- de niet-naleving van zijn arbeidstijd en kwalificaties : - 10 %;
- het niet houden van de begeleidingscommissie, de niet-overeenstemming van de samenstelling ervan en het voorzitterschap : - 5 %;
- het niet tijdig indienen van de activiteitenverslagen en financiële verslagen : - 5 %;
- de niet-overeenstemming van de uitgevoerde acties met de doelstellingen bepaald in het goedgekeurde plan : - 10 %;
- het niet tijdig indienen van het evaluatieverslag in het vijfde jaar van de programmering : - 20 %.

De financiële sanctie is van toepassing op het saldo van de subsidie van het dienstjaar waarop de verificatie betrekking heeft of heeft een terugordering op de eerste schijf van de subsidie van datzelfde jaar tot gevolg.

Terugkerende tekortkomingen zullen resulteren in een sanctie die bij elke nieuwe vaststelling verdubbeld wordt.

§ 3. Indien blijkt dat de subsidie geheel of gedeeltelijk tegen de finaliteit ervan ingaat, loopt de lokale overheid het risico om de ontvangen subsidie van het jaar waarin de verduistering vastgesteld wordt, te moeten terugbetalen, ter hoogte van het verduisterd bedrag, vermeerderd met een boete die overeenkomt met 20 % van de ontvangen subsidie in datzelfde jaar. In geval van duidelijk bedrog kan de lokale overheid van haar jaarlijkse subsidie onttrokken worden tot het einde van de programmeringsperiode waarin het bedrog vastgesteld wordt. De Regering bepaalt de modaliteiten van de procedure die van toepassing is in geval van verduistering of bedrog.

HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

Art. 30. Het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid blijven de artikelen 3 tot 5, 11 tot 21, 23 tot 32 van het in het eerste lid bedoelde decreet van toepassing tot 31 december 2019 op de lopende plannen.

Art. 31. Het decreet van 4 mei 2017 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, wordt opgeheven.

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid :

1° de artikelen 1 tot 4, 6 tot 16, 23 en 25 van dit decreet treden in werking op 1 januari 2019;

2° de artikelen 17 tot 22, 24, en 26 tot 29 van dit decreet treden in werking op 1 januari 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1198 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 21 november 2018.

Bespreking.

Stemming.